

## Interview

Aminata Dramane TRAORE

**Le Républicain : Depuis votre départ du gouvernement, vous êtes très active au sein du mouvement altermondialiste. Quel est le sens de cet engagement ?**

**Aminata Dramane Traoré :** Mon engagement dans le mouvement altermondialiste au plan national, régional et international s'inscrit dans le prolongement de mes luttes antérieures. Je me dois de rappeler que bien avant d'être ministre de la culture et du tourisme du Mali, j'ai commencé à militer dès les années 70 au sein de différentes organisations dont l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) dont je suis l'une des co-fondatrices avec Marie Angélique Savané du Sénégal. Nous nous étions investies, à cette époque, dans un travail de questionnement des rapports Nord-Sud. Aux Nations Unies où j'étais coordinatrice pour l'Afrique d'un programme de renforcement du rôle des femmes et des communautés rurales dans la gestion de l'eau et dans l'assainissement, j'ai eu l'occasion de mieux comprendre l'hypocrisie et les incohérences qui caractérisent la plupart du temps les rapports Nord-Sud.

Qu'il s'agisse des actions de proximité comme le pavage des rues ou des positions que je défens dans mes livres, je m'efforce de démontrer que les choses pourraient et peuvent être autrement. Au sein du gouvernement, je n'ai pas cessé de souligner l'orientation erronée des réformes que nous mettons en œuvre. J'ai dénoncé l'initiative PPTE comme une solution insuffisante et inadéquate dans l'allègement du fardeau de la dette. Je n'ai pas été écoutée et n'avais aucune chance de l'être en raison du mythe qui entoure le FMI et la Banque mondiale et du poids de l'argent dans nos prises de décisions.

A partir de ce moment, il est tout à fait légitime qu'après mon passage au gouvernement, je poursuive ma lutte à travers l'écriture et les actions de proximité.

**Peut-on savoir votre position sur la dette du Mali ?**

La dette extérieure est un lourd fardeau ainsi qu'une plaie dont tous nos compatriotes devraient prendre connaissance. J'ai été amenée à écrire « *l'étau ou l'Afrique dans un monde dans frontières* », précisément parce qu'il m'est apparu, après la chute du régime de Moussa Traoré, que nous n'avions vu qu'une petite partie de l'iceberg. Les acteurs non nationaux notamment les institutions de Bretton Woods qui pensent et décident de nos destins individuels et collectifs, s'en tirent à bon compte. La dette a servi de justification à des programmes d'ajustement structurel qui ont littéralement miné les résultats de nos efforts antérieurs et bouché l'horizon.

Ces institutions ont réussi à faire admettre à la plupart de nos dirigeants que « *qui paie ses dettes s'enrichit* ». Mais celle dont il s'agit a déjà été remboursée si nous considérons les taux d'intérêts appliqués à partir de l'ère de Reagan/Thatcher. Le dossier de la dette est d'autant plus révoltant qu'au départ il s'est agi pour les banques des pays riches de recycler des capitaux excédentaires. Elles ont prêté sans tenir compte de la nature des régimes et de la capacité de remboursement des pays du Sud. Les flux ainsi drainés vers nos pays ont, la plupart du temps, été investis dans des politiques sectorielles non concertées sans oublier la mauvaise gestion et la corruption. Il convient également de souligner que la difficulté d'honorer le service de la dette est apparue et s'est aggravée avec la chute des cours des matières premières.

La dette extérieure demeure un héritage ingérable quelque soit l'équipe gouvernementale qui est au pouvoir. Il faut en débattre publiquement, largement, pour que tous, en connaissent les tenants et les aboutissants et pour que nous soyons plus à l'aise dans les négociations.

C'est une erreur stratégique de la part de nos gouvernants de ne pas donner davantage d'importance au travail de communication, d'éducation civique qui permet à chaque citoyen et citoyenne de mesurer la gravité du surendettement et les risques de conflits qui lui sont interdits.

Une analyse approfondie de la situation de la Côte-d'Ivoire sous l'angle des prix des matières et de l'endettement reste à faire. Elle aurait permis, j'en suis persuadée, de créer un état d'esprit qui n'a rien à voir avec l'ivoirité.

**L'on évoque de plus en plus l'idée d'introduire les OGM en Afrique et surtout au Mali. Quelle est votre position sur cette question ?**

Les Européens ont souvent été amenés à interdire l'utilisation de produits qu'ils avaient jugés bons dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la santé. Ils sont échaudés à tel point qu'ils regardent bien dans leur assiette avant de consommer. J'invite nos compatriotes à penser au nombre croissant de cas de cancers et autres maladies graves que nous enregistrons aujourd'hui, et face auxquels nous sommes démunis.

Allons-nous prendre d'autres risques ? Mange-t-on n'importe quoi parce qu'on a faim ? Les USA qui ignorent les conséquences sociales et politiques de la dette extérieure et qui étouffe la filière cotonnière a-t-elle le droit de nous fourguer des OGM que nous ne leur avons pas demandés ? Quel respect cette puissance mondiale a-t-elle pour nous et les dirigeants qu'ils ont invités à Ouagadougou ?

C'est aberrant d'orienter la coopération dans un sens non voulu, non concerté quand, par ailleurs, vous invitez nos dirigeants à davantage de gouvernance et de démocratie dans leur rapport avec leur peuple. Dans le domaine de la santé et de l'agriculture comme dans d'autres domaines de la santé, l'administration américaine défend bec et ongle, les intérêts de ses multinationales quitte à semer la zizanie chez les autres ou à tuer. L'Irak est un cas d'école. L'Europe aussi a ses intérêts. C'est à nous de savoir où sont les nôtres. Il est temps d'aller vers une coopération qui vise la maîtrise de l'eau, l'amélioration des variétés locales des paysans, la valorisation des résultats de la recherche l'information et l'éducation des consommateurs. La faim est aussi le résultat du détournement de l'agriculture familiale et paysanne de sa fonction sacrée qui est de nourrir les hommes. En plus et au-delà de ces considérations politiques et écologiques, les OGM ajoutent à la dépendance et bafouent le choix des paysans de disposer des semences dernières richesses qu'ils contrôlent.

**D'une manière générale, quel regard jetez-vous sur la situation politique, économique et sociale de notre pays ?**

Elle est complexe. Je crois que les progrès sont réels par rapport à l'époque où il n'était pas question de multipartisme, ni de liberté de la presse, ni de liberté d'associations. Mais le tout est de savoir quel usage nous faisons des acquis politiques de mars 1991. Je pense que nous aurions pu faire mieux et plus surtout au plan économique, social et culturel en questionnant davantage les programmes d'ajustements structurel et leurs conséquences, je sais que nous n'avons pas suffisamment de recul par rapport à la nature injuste et cynique du système économique mondial, qui était entrain de se consolider après la chute du mur de Berlin. Nous nous sommes contentés de regarder de près la politique intérieure notamment la responsabilité de nos dirigeants dans l'état de déliquescence de la nation sans faire allusion à leurs maîtres à penser. Jusqu'ici nous n'avons que des remerciements pour ces derniers pendant que nous nous entredéchirons entre nous, à tous les niveaux. La mauvaise gestion qui était réelle avant 1991, qui le demeure et qui s'aggrave est à la fois une question de moralité, d'état d'esprit de système économique. Nos dirigeants, en embrassant le néolibéralisme fait la part belle aux biens et services importés, incitent à la course au profit individuel et à la consommation tous azimuts. L'affairisme l'emporte sur l'effort et celui-ci n'est guère récompensé. Les paysans, les fonctionnaires et les commerçants honnêtes s'appauvrissent pendant que les intermédiaires s'enrichissent. L'intermédiation n'exige aucune qualification mais le clientélisme et le népotisme. Rien n'a fondamentalement changé par rapport à ces maux que nous reprochions au régime d'alors. Si nous étions libres de nos décisions, nous devrions avoir au moins l'honnêteté de

reconnaître que plus nous jouons le jeu de l'ouverture, plus nous nous appauvrissons. Au lieu d'être des citoyens avisés, nous ne sommes rien que des consommateurs d'idées, de biens et de services que les pays industrialisés sont heureux de nous servir.

Chaque aspect des réformes que le Mali revendique et met en œuvre doit être examinée à la lumière de cette réalité. « *A qui profite la déstructuration et la restructuration de tel ou tel secteur ?* » est la question qui s'impose à l'Etat mais surtout à la société civile. Un bilan indépendant et rigoureux de trois décennies de réformes néolibérales peut renforcer notre capacité de négociation et de proposition dans tous les domaines. Y avait-il lieu, par exemple, de mettre la quasi totalité et les meilleurs éléments de la fonction publique à la porte, au nom de la gestion rigoureuse de la masse salariale ? Nos bailleurs, conseillers et maîtres ont fragilisé l'ensemble de nos institutions au nom de la gouvernance, de la transparence et de l'efficacité. Nous savons aujourd'hui que dans leur propre pays, il y a moins de conflits armés et de pauvreté, parce qu'ils se donnent le temps, la latitude et les moyens d'analyser les difficultés économiques, sociales et politiques auxquelles un Etat s'expose en remettant en question les acquis du peuple.

Nous payons cher pour notre manque de perspicacité et de courage politique. A moins que ce soit la démission en vue de protéger nos intérêts personnels. La société civile qui aurait pu changer la donne s'embourbe elle-même dans le jeu de la dépendance financière : elle a les mêmes bailleurs que l'Etat et évite les critiques non autorisées par ces derniers. Car la communauté des créanciers organise la critique qui lui est adressée pour faire bonne figure. C'est ainsi que la Banque mondiale a organisé et orchestré sa propre évaluation par les Maliens.

Nous sommes également piégés par la langue dans laquelle nous travaillons. La minorité qui s'exprime en français décide constamment à l'insu de la majorité qu'elle traite d'analphabète. Mais, ces initiés savent où trouver le peuple analphabète quand ils ont besoin de sa voix pour se hisser au pouvoir. Notre peuple a le droit de savoir pour décider en connaissance de cause. Si nous avions tous le même niveau d'information quand à l'état réel de notre pays et du monde, quand aux enjeux de la mondialisation néolibérale, les questions politiques, économiques et sociales se poseraient autrement.

Les 60 ans de ces institutions de Bretton Woods constituent une occasion privilégiée de faire leur bilan par nous-mêmes.

Si ces institutions avaient été plus responsables, plus conséquentes, plus démocratiques, le Mali et les autres pays endettés n'en seraient pas là.

**Depuis l'arrivée de ATT au pouvoir, une nouvelle formule est apparue sur la scène politique c'est à dire l'unanimité politique. Quelle appréciation faites-vous de cette situation ?**

J'assiste à ce débat qui ne m'inspire rien en raison de tout ce que je viens de dire. Je pense qu'il y a toujours eu unanimité par rapport aux questions graves de la dépendance économique, financière et politique. Le gouvernement comme les institutions de la République et les partis politiques sont quasi unanimes depuis mars 1991 quant au bien fondé et à la poursuite des réformes économiques qui cependant enlisent notre pays. Que se reprochent-ils donc les uns aux autres quand ils ne se querellent que pour les modalités d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir ? Qui régressent elles aussi au plan social du fait de la dictature du marché des démocrates occidentales. Les hommes politiques se défient autour des grands dossiers.

Les nôtres n'en font rien parce qu'ils n'ont pas d'autonomie de pensée, ni de décision. C'est sur ce terrain que nous devons nous battre. Et pour sortir en rappelant à nos créanciers et qu'ils ont le pouvoir de financer mais que nous sommes les meilleurs juges de notre situation. En résumé les arrangements actuels entre politiciens qui consistent à parler le même langage, et à regarder dans la même direction est bien moins grave que l'unanimité quant à la mondialisation néolibérale. J'aurais aimé que dès 1992 émerge dans ce pays des hommes et des femmes politiques qui ont une

perception claire de l'ensemble des défis qui nous interpellent et qui ont conscience de la difficulté de les relever dans le cadre des réformes économiques.

Il est temps que nous disions : *“nous sommes des libéraux. Nous avons fait le choix d'être les bons élèves du FMI et de la banque mondiale”*. Et les autres « *nous récusons le marché en raison de ses ravages et explorons d'autres alternatives* ». Le peuple aura alors le choix.